

'Il suffit de donner de l'argent aux pauvres'

Mercedes Sayagues s'entretient avec JOSEPH HANLON, professeur de politique et pratique de développement

Les distributions d'argent constituent les nouvelles coqueluches des partisans des programmes sociaux. Le Mexique, le Brésil, le Bangladesh, récemment New York City, et environ deux douzaines de pays en développement distribuent actuellement de l'argent aux familles pauvres, d'habitude avec des conditions, comme l'envoi de leurs enfants à l'école et les bilans de santé.

MAPUTO, 9 mai (IPS) - Le Mozambique, l'un des pays les plus pauvres au monde, peut-il fournir la protection sociale à travers un large programme de distribution d'argent? Joseph Hanlon, un maître de conférence sur la résolution des conflits à 'Open University' à Milton Keynes, en Angleterre, répond oui.

Hanlon est le l'éditeur du Bulletin sur le processus politique mozambicain, et a été auteur en 2008, avec Teresa Smart, d'une critique du modèle de l'aide et du développement du Mozambique intitulée "Plus de bicyclettes équivalent-elles au développement au Mozambique?".

Il s'est entretenu avec IPS à un séminaire sur la dynamique de la pauvreté, organisé par l'Institut pour les études sociales et économiques à Maputo, la capitale mozambicaine, à la fin du mois d'avril.

IPS: Que proposez-vous?

Joseph Hanlon: Il suffit de donner de l'argent aux pauvres. Les gens ne peuvent pas se hisser à la force du poignet s'ils n'ont pas de bottes.

IPS: De l'argent sans conditions?

JH: S'il y a des écoles et des centres de santé à proximité, les pauvres y envoient leurs enfants. Des conditionnalités pour les pauvres apaisent seulement les classes moyennes payant des impôts.

IPS: Comment cet argent serait-il ciblé?

JH: Sélectionner un petit groupe entraîne socialement la division. Imposer des conditions et exclure des gens prend à la fois beaucoup de temps et est coûteux et, dans le cas du Mozambique, vraiment inefficace et injuste. Soixante-dix pour cent des Mozambicains sont pauvres.

IPS: Alors, qui devrait l'obtenir?

JH: Finalement toutes les familles pauvres. Pour commencer, puisque la plupart des Mozambicains vivent dans des familles élargies avec des enfants et des personnes plus âgées, le système de distribution d'argent, le plus efficace et n'entraînant pas de division, serait une allocation universelle non contributive au profit des enfants.

IPS: Votre papier ne mentionne pas la féminisation de la pauvreté. Pourquoi?

JH: Au Mozambique, les ménages dirigés par les femmes ne sont pas considérablement plus pauvres que les autres. La pauvreté est un problème général. Il est plus judicieux d'améliorer les normes économiques et la productivité de toute la famille.

IPS: Pourquoi ne pas cibler particulièrement les femmes?

JH: La pression des ONG et de l'industrie de l'aide sur le genre n'est pas toujours serviable. Des projets générateurs de revenu signifient habituellement plus de travail pour les femmes. Cela ne veut pas dire que les femmes ne sont pas discriminées, en matière de droits de succession, par exemple, mais l'industrie de l'aide aborde le problème comme si c'était une faute de plus aux pauvres que les femmes ne soient pas traitées équitablement.

IPS: Toutefois, vous suggérez que l'argent soit donné à la femme la plus âgée dans la famille.

JH: C'est plus facile de donner l'argent aux familles, pas aux individus, mais nous devons être un peu prudents avec la dynamique familiale. Il y a quelque indication selon laquelle les femmes dépensent l'argent sur la nourriture de la famille mais, au même moment, l'argent peut être investi dans la consommation plutôt que dans la production. C'est un échange horrible auquel sont confrontés les pauvres.

IPS: Quel serait le coût du programme?

JH: La subvention mensuelle actuelle pour les personnes plus âgées est de 100 meticals (environ quatre dollars US), et de 50 par enfant. Un programme de pension pour les personnes âgées de plus de 65 ans et des enfants en âge d'aller à l'école, sept à 14 ans, utiliserait 0,8 pour cent du PIB (produit intérieur brut), soit 80 millions de dollars. C'est pratique et abordable.

IPS: D'où viendrait cet argent?

JH: Une augmentation de cinq pour cent de l'aide des donateurs pourrait financer le programme, à partir de l'aide supplémentaire promise au Sommet (du G8) à Gleaneagles (Ecosse). Dans le futur, lorsque le Mozambique deviendra un exportateur de minéraux et de l'énergie, il mettrait de côté une portion des recettes minières pour financer la protection sociale, comme la Bolivie et l'Alaska.

IPS: Comment cette distribution d'argent aidera-t-elle l'économie?

JH: Des études montrent que la recette rurale accrue est largement dépensée sur les services locaux et les produits agricoles ou non agricoles localement cultivés, notamment les produits cultivés par les pauvres.

IPS: Quel lien les distributions d'argent ont-elles avec les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)?

JH: L'attention sur les OMD a entraîné une dépense disproportionnée sur la santé et l'éducation par les bailleurs et les gouvernements, oubliant l'OMD 1 – réduire de moitié la pauvreté. Il faut plus d'aide pour créer des emplois et le développement économique. Alors, mettons l'argent dans les mains des pauvres. Les pauvres investissent avec sagesse.

IPS: Des exemples à suivre?

JH: J'opterais pour soit les modèles brésilien ou sud-africain. Au Brésil, les bénéficiaires sont des familles se déclarant en dessous du seuil de pauvreté. En Afrique du Sud, ce sont les enfants et les personnes âgées. Ce qui est important est que les deux programmes sont basés sur des droits, largement inconditionnels et pour tous.

IPS: La protection sociale sous forme de pensions de vieillesse et des subventions aux enfants n'est pas nouvelle. Qu'est-ce qui est nouveau dans ces distributions d'argent?

JH: Les modèles néolibéraux et de l'agence d'aide accusent les personnes pauvres et les pays pauvres de leur pauvreté; ils doivent être instruits et contrôlés. Le modèle de piège de la pauvreté dit que les pauvres savent ce qu'il faut faire, mais manquent d'argent pour nourrir leurs enfants et pour investir, alors donnez leur de l'argent.

La question clé du sous-développement est un manque de la demande (du fait du piège de la pauvreté), pas de l'offre (comme dans le modèle néolibéral). La demande vise le pauvre, alors que l'offre vise le riche comme le moteur du développement. (FIN/2009)

http://ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=5326